

Chronique féministe # 56 :
L'R et les centres de femmes en action!

Par : Aline Denis, Centre-Femmes Catherine Leblond

Au cours de la semaine du 23 au 27 avril, les centres de femmes, membres de l'R des centres de femmes du Québec ont réalisé des actions variées, dynamiques, colorées, dérangeantes pour mobiliser les femmes de partout au Québec et dénoncer l'impact des mesures d'austérité sur les femmes, revendiquer un réinvestissement massif dans les services, une plus grande accessibilité aux services publics et un réel plan de lutte pour éliminer la pauvreté.

Actions partout au Québec

À l'appel de l'R, les centres de femmes ont organisé des actions politiques en Abitibi-Témiscamingue, dans la Capitale-Nationale, dans le Centre-du-Québec, sur la Côte-Nord, en Estrie, en Gaspésie, aux Îles-de-la-Madeleine, dans Lanaudière, dans les Laurentides, à Laval, en Mauricie, en Montérégie, à Montréal, dans le Nord-du-Québec, au Saguenay - Lac-St-Jean et en Outaouais. Au Bas Saint-Laurent, les neuf centres de femmes ont organisé des ateliers d'éducation populaire. Des centaines de femmes ont participé à ces rencontres où elles se sont informées sur le concept de filet social et à l'importance de le reconstruire par des alternatives possibles et réalisables afin de viser la justice sociale.

Je me souviens...

Les centres de femmes et les femmes se souviennent... Au cours des dernières années, dans toutes les régions du Québec, on a assisté à des coupures, des pertes d'emplois, des augmentations de tarifs, des diminutions de services ainsi que l'abolition de structures démocratiques et économiques régionales. La grande majorité des postes coupés étaient occupés par des femmes. Selon l'étude de l'IRIS intitulée *Les mesures d'austérité et les femmes : analyse des documents budgétaires depuis novembre 2008*, ce sont les secteurs traditionnellement féminins qui ont connu les pires réductions comparativement aux secteurs masculins. Au Bas Saint-Laurent, ces pertes d'emploi ont signifié que des familles ont choisi de quitter la région.

Est-ce que les mesures d'austérité sont des violences faites aux femmes ? L'R et les centres définissent la violence faite aux femmes comme ceci : lorsqu'un acte cause ou peut causer aux femmes un préjudice, une souffrance, une contrainte ou une privation arbitraire de liberté dans la vie publique comme dans la vie privée. Lorsqu'un rapport de pouvoir contraint une femme, qu'il l'oblige à faire certains choix. À la lumière de cette définition, la réponse est oui puisque l'austérité est contraignante pour les femmes. Elle prive une majorité de femmes de leur liberté autant dans la sphère privée que publique. Plusieurs d'entre elles sont contraintes à perdre des emplois de qualité, à vivre du chômage, à diminuer leur qualité de vie, à perdre leur autonomie économique, à renforcer les rôles sociaux de sexe et à augmenter leur travail invisible.

Les coupures dans les services publics et sociaux ont fait mal et les impacts perdurent encore aujourd'hui! Les politiques d'austérité et le néolibéralisme ambiant ont mis à mal notre «filet social» et ont fragilisé les conditions de vie de la population. Parmi les impacts des politiques d'austérité, il est important de tenir compte aussi de l'appauvrissement causé par les hausses de tarifs reliées à des besoins essentiels (hydro-électricité, loyer, épicerie, etc.).

Votons pour la justice sociale!

En cette période préélectorale, nous entendons les échos de promesse de baisses d'impôts et de réinvestissements. Les femmes connaissent le cycle de la violence gouvernementale et disent non! Non, aux promesses qui laissent pour compte les femmes, les populations les plus vulnérables, qui favorisent les mieux nantis et qui mettent en danger le «filet social» que nous nous sommes donné et dont le Québec peut être fier!

L'R et ses membres demandent un réinvestissement massif dans les services publics, de manière à répondre aux besoins réels de la population. L'R et ses membres exigent une plus grande accessibilité aux services publics et un réel plan de lutte pour l'élimination de la pauvreté. La répartition de la richesse doit prévaloir sur les impératifs dictés par la seule logique du marché. Parce qu'il est impératif de remettre l'humain au centre de nos préoccupations.